



Tous ensemble sauvons notre mess

Suite à la décision économique de notre administration de nous laisser sans lieu de restauration, par le non renouvellement du contrat de notre gérante contractuelle et/ou la non « rentabilité » à la vue de la faible fréquentation du lieu, notre syndicat a décidé de reprendre la main sur ce dossier en interpellant l'action sociale et en mettant tout en œuvre pour trouver une solution pérenne pour la restauration des personnels de la MA.

La date de fin du contrat de l'agent concerné étant connue depuis plusieurs mois, il paraît légitime de s'interroger sur les mesures d'anticipation qui auraient pu être mises en œuvre afin d'éviter une suppression de l'offre de restauration sans solution de remplacement identifiée.

L'accès à une solution de restauration constitue, en effet, un élément important des conditions de travail, du bien-être des agents et de leur pouvoir d'achat.

À ce titre, la préservation de l'offre existante ou, à défaut, la recherche d'une solution alternative apparaît comme un enjeu essentiel.

Madame la directrice, dans un contexte où les enjeux de qualité de vie au travail, de cohésion des équipes et de pouvoir d'achat sont régulièrement mis en avant par notre ministère, cette situation mérite, me semble-t-il, une attention particulière. Ainsi, notre syndicat a d'ores et déjà transmis un mail sur la situation à la DHRAS, au CRAS et au SGA FO justice.

